Zeitschrift: Anzeiger für schweizerische Geschichte = Indicateur de l'histoire suisse
Band: 17 (1919)
Heft: 2

Buchbesprechung: Besprechungen und Anzeigen
Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Besprechungen und Anzeigen.

Wir bitten um Zustellung von Rezensionsexemplaren derjenigen Arbeiten, deren Besprechung an dieser Stelle gewünscht wird, an Dr. Hans Nabholz, Staatsarchiv Zürich.

W. Oechsli. Quellenbuch zur Schweizergeschichte. Kleine Ausgabe. — 2te vermehrte und verbesserte Auflage. — Zürich. Schulthess & Co. 1918.[1])

Malgré son titre, et contrairement sans doute aux intentions de son auteur, le manuel de M. Oechsli se présente comme une œuvre double. De même en effet que pour cet éminent historien l'histoire de la Suisse est divisée, par la date capitale de 1848, en deux parties que l'on distingue couramment l'une de l'autre par les deux désignations opposées de confédération d'Etat et d'Etat fédératif, de même les sources qu'il donne à cette histoire — rien du reste ne laisse supposer qu'il s'en soit douté — sont, avant et après cette date, d'une tout autre nature: avant 1848 ce sont des documents aussi divers que possible dans leur coutenu, leur origine, leur portée, qui évoquent vraiment la vie du pays sous ses multiples aspects, vie militaire, politique, économique, morale; à partir de 1848 ce ne sont plus guère que des extraits des lois où s'est condensée l'activité de nos autorités fédérales.

Il ne m'appartient pas d'apprécier ou de discuter ici ce double caractère grâce auquel cet ouvrage, spécialement destiné à l'enseignement secondaire, ne semble pouvoir être utilisé par la jeunesse que pour l'histoire de la Suisse jusqu'en 1848. Si j'en parle à l'occasion de la publication de la seconde édition, c'est pour constater que la dualité y est devenue plus sensible encore: les vingt pages consacrées à l'histoire de cette dernière décade — la première édition est de 1909 — ne contiennent, à côté des deux proclamations du Conseil fédéral au peuple suisse en 1914, que des textes de lois ou des rapports présentés au Conseil national; rien ne paraît, dans ces documents impersonnels et arides, des émotions ou des préoccupations du pays. Il suffira, pour en donner un exemple concret, de noter que les discussions passionnées soulevées en Suisse par la ratification de la convention du Gothard n'y ont trouvé aucun autre écho que quelques courts extraits du texte même de la convention. Ainsi donc, en feuilletant la fin de ce livre, on éprouve, plus encore qu'à la lecture de la première édition, l'impression que la vie politique et nationale des Suisses s'est réduite, depuis l'établissement du régime de 1848,

---

[1]) Ce compte rendu a été rédigé avant la mort de Wilhelm Oechsli. Les quelques réserves qu'il contient ne diminuent en rien l'estime et le respect dont la mémoire de ce maître sera toujours entourée. Nous le faisons donc paraître tel qu'il a été composé. *(Note de la Réd.)*

à rédiger des articles de lois. Et si l'on ne peut ni ne veut accepter cette conception de notre histoire nationale on doit reconnaître que les documents réunis par M. Oechsli dans cette partie de son ouvrage sont, à quelques exceptions près, les sources, non pas de l'histoire suisse, mais d'une histoire de la Constitution fédérale de 1848, ce qui n'est pas la même chose. Il est vrai que la composition de l'ensemble du recueil selon la même méthode aurait rencontré des difficultés épineuses. Ce n'est pas une petite affaire en effet que de discerner, dans notre histoire contemporaine quelles sont les voix autorisées dont il convient de recueillir l'écho prophétique.

Quant au reste, et c'est heureusement de beaucoup la partie la plus étendue, on y retrouve toutes les qualités qui ont fait la réputation de ce manuel et lui ont assuré, malgré sa grandeur et son prix, un succès si remarquable et réjouissant. Quelques retouches de détail y ont pourtant été apportées; et une douzaine de documents ont été élagués pour faire place à d'autres. Ces remaniements, où M. Oechsli a su mettre à profit les travaux les plus récents de la critique, témoignent de sa conscience professionnelle toujours si avertie, et plus encore de la persistance des préoccupations pédagogiques qui ont inspiré et dirigé l'élaboration de tout cet ouvrage. C'est ainsi, par exemple, qu'en ajoutant au récit de Jean de Winterthour les deux autres sources qu'on possède sur la bataille de Morgarten, l'auteur fournit la matière d'un travail de critique historique aisé et suggestif dont les élèves doivent tirer autant de plaisir que de profit intellectuel; et nous ne pleurerons pas la perte compensatoire de quelques documents sur les droits féodaux des Habsbourgs à Winterthour, Interlaken et ailleurs. C'est une amélioration aussi sans doute d'avoir groupé à la suite les uns des autres divers décrets du gouvernement helvétique, précédemment dispersés par souci de chronologie.

Malgré les réserves que nous impose le caractère des cent dernières pages de ce volume, nous ne pouvons le fermer sans éprouver à nouveau, comme maître d'histoire suisse, un sentiment d'envie envers la Suisse allemande pour les grands services qu'il lui rend. La Suisse romande n'en possède aucun équivalent, et les difficultés sont si grandes d'une publication semblable en français qu'on ne voit guère comment les surmonter. Ainsi les écoliers ne peuvent entrer en contact avec le passé de la Suisse que par l'intermédiaire des synthèses historiques qui sont toujours plus ou moins un écran. Puissent leurs camarades suisses-allemands, et ceux qui leur enseignent l'histoire nationale, mettre à profit leur privilège!

Lausanne. **D. Lasserre.**

Hermann H. Borel. Les Borel de Bitche originaires du Val-de-Travers en Suisse. Genève, Albert Kundig, 1917. VIII + 276 pages, 4 tableaux généalogiques et 26 planches.

Die Borel de Bitche, ein Zweig des bekannten Neuenburger Geschlechtes, sind die Nachkommen des Jean-Henri Borel von Couvet (1706—1791), der ein Jahrzehnt lang in Lothringen lebte und nachher mit der Einführung des

Baumwolldruckes in Couvet den Wohlstand der Familie begründete. Diesem Zweig und seinen bäuerlichen Vorfahren im Traverstal ist das Buch gewidmet.

Am Anfang steht ein Ueberblick über die Geschichte der Grafschaft Neuenburg und des Traverstales. Je kürzer eine Einleitung gehalten wird, desto schärfer sollten die einzelnen Züge herausgearbeitet sein. Das ist dem Verfasser nicht gelungen. Auch Fehler sind da, welche in die Augen springen. Das fränkische Reich wurde nicht schon 814 geteilt. König Konrad von Burgund folgte auf Rudolf II., nicht Rudolf I. Nicht bei Austerlitz wurde Preussen geschlagen.

Die Geltung vieler Arbeiten wird vermindert, weil sich ihre Verfasser, denen Fachkenntnisse abgehen, für die allgemeine geschichtliche Grundlage blindlings einem ältern Geschichtschreiber anvertrauen. So hat Borel die neuern Forschungen über die Grafen von Neuenburg ganz übersehen. Von Kaiser Konrad II. an bietet er uns eine lückenlose Reihe der Grafen, von denen auch die ältesten ihre fest abgegrenzten Herrschaftsjahre haben. Wie wenig diese begründet und wie unzuverlässig Borels Gewährsmann Montmollin ist, hat Jean Grellet im Genealogischen Handbuch zur Schweizergeschichte nachgewiesen.

Die Geschichte der Borel de Bitche zeigt, wie sich mancherorts dank einer reichen Urkundenüberlieferung auch für bürgerliche Familien lückenlose Stammbäume bis ins 15. Jahrhundert zurückführen lassen. Das gilt besonders für Bauerngeschlechter, wo das Gut vom Vater auf den Sohn übergeht. Der Verfasser hat die Belege im Anhang vereinigt. Ein Fehler ist, dass er den unmittelbaren Zusammenhang zwischen den ersten Borel bald als gewiss, bald als wahrscheinlich hinstellt. Man muss sich entscheiden. Wer mit familiengeschichtlichen Arbeiten vertraut ist, anerkennt Borels Fleiss. Nicht nur hat er sich bemüht, den Stoff über seine Familie möglichst vollständig zusammenzubringen; auch über die verschwägerten Sippen erhalten wir Auskunft.

Geringen Wert hingegen hat der Abschnitt über das Vorkommen des Namens. Es hätte genügt, mit einigen Beispielen zu belegen, dass man ihn und ähnliche Formen zu allen Zeiten im romanischen Sprachgebiet antrifft. Wir können dem Verzeichnis noch die tessinischen Borella beifügen. Die Schlussfolgerungen, die zwischen den Borel in Spanien, Frankreich und der Schweiz einen Zusammenhang herstellen wollen, lehnen wir ab. Warum soll ein einfacher und wohlklingender Name wie Borel nicht an verschiedenen Orten selbständig aufgekommen sein, auch wenn wir heute seine Bedeutung nicht mehr feststellen können?

Die Darstellung ist oft weitschweifig und unbeholfen. Manchmal hätten Anmerkungen sie entlasten können. Wiederholungen liessen sich vermeiden. Namentlich in der bis zu den Pfahlbauern ausholenden Einleitung empfindet man ein gewisses Missverhältnis zur Bedeutung der Familie. Eher lässt sich für eine Familiengeschichte ein weiterer Gesichtskreis gewinnen, wenn ein Geschlecht in seiner Gesamtheit behandelt wird. So wendet sich das Buch besonders an die alten Neuenburger Familien. Sie finden viel darin.

Trotz seiner Mängel, bei deren Beurteilung wir das bescheidene Vorwort nicht vergessen wollen, dürfen wir den vornehm ausgestatteten Band als schönen Beitrag zur Heimatkunde werten.

Zürich. **Edwin Hauser.**

Max Niedermann. Essais d'étymologie et de critique verbale latines. Neuchâtel, Attinger, 1918, 118 p. in-8°.

Ce nouvel ouvrage de M. Niedermann est fondé sur les mêmes méthodes de recherche que ses publications antérieures; union étroite de la linguistique et de la philologie, concentration des principes fondamentaux de ces deux sciences sur des points précis qui se trouvent, par là, éclairés de toutes parts, et souvent, définitivement. L'historien soucieux de connaître les ressources que sa science peut tirer de l'observation du langage ne lira pas sans un grand profit ces pages nourries de faits; non seulement il y surprendra en plusieurs endroits des contacts étroits avec l'histoire de la civilisation, mais il apprendra surtout avec quelle prudence il convient d'utiliser les indices fournis par le langage sur la vie des sociétés.

Dans la première partie du livre M. Niedermann étudie l'étymologie de quatre mots latins: *aequiperare, falx, parma* et *pullaria*. Il n'est pas possible d'entrer ici dans le détail linguistique de cet exposé, aussi ingénieux que largement documenté, ni de discuter les conclusions de l'auteur. Qu'il nous suffise de signaler ces quatre essais comme des modèles de recherches étymologiques. Ils permettent de mesurer l'étendue des progrès réalisés dans ce domaine depuis un siècle. Jadis l'éytmologie était un sport pour gens du monde: de vagues analogies de forme suffisaient pour consacrer la parenté de deux mots; c'était le temps où *paresse* venait du grec *páresis!* La linguistique comparative a imposé à ces rapprochements le contrôle sévère des lois qui président aux changements de prononciation (lois phonétiques), et ces changements sont tout à la fois si réguliers et si imprévus, que deux mots qui se ressemblent, dans deux idiomes différents, ont moins de chances d'avoir une origine commune que deux mots très dissemblables: le mot persan *bad* «mauvais» n'a rien de commun avec le mot anglais de même sens, tandis qu'il y a identité entre le persan *gurg*, le grec *lúkos* et l'allemand *Wolf*.

Mais il a fallu arriver jusqu'au seuil du XXe siècle pour que l'on observe, outre les conditions qui déterminent les changements de forme, les facteurs psychologiques et sociaux qui modifient la signification (conditions sémantiques). Tantôt il s'agit de tendances fondamentales de l'esprit humain; c'est ainsi que, dans l'expression de la pensée, le besoin d'insister pour agir sur l'interlocuteur crée des types de mots par l'emploi successif de signes identiques ou synonymes. Par exemple, M. Niedermann voit dans *aequiperare* «égaler» la juxtaposition de *aequus* et de *par*, et il donne d'abondants exemples de ce mode de formation. Ailleurs, il s'agit d'associations d'idées créées par les relations habituelles qui unissent les choses: telle la tendance à nommer certains objets d'après les parties du corps humain avec lesquelles ils sont en

rapport (cf. allemand *Aermel*, dérivé de *Arm*). C'est ce qui amène M. Niedermann à rapprocher *parma* «bouclier léger» de *palma* «paume de la main» et «main» en général, par l'intermédiaire d'un diminutif *palmula*, devenu *parmula* par dissimilation.

D'autre part les échanges de peuple à peuple ont pour conséquence des emprunts de langue à langue. Les mots d'un idiome, en passant dans un autre, subissent des changements d'un ordre particulier, par adaptation au système de la langue qui emprunte, notamment à ses habitudes articulatoires; associés aux mots indigènes, ils subissent souvent des déformations qu'on a désignées par le terme, assez impropre, d'étymologie populaire. Le résultat en est souvent bien inattendu, et l'on n'est pas peu étonné d'apprendre, par les développements convaincants de M. Niedermann, que le latin *pullaria* «abcès des gencives» est la forme qu'a prise en latin le mot grec *paroulís*.

Le cas le plus intéressant pour l'histoire de la civilisation est celui où le mot désignant un objet de culture passe dans la langue en même temps que l'objet est adopté par le peuple. A cet égard le chapitre consacré par M. Niedermann à l'étymologie du latin *falx* est d'une importance capitale. A l'aide des données fournies par la linguistique comparative et l'archéologie préhistorique, l'auteur, après avoir écarté les rapprochements proposés jusqu'ici pour éclairer le mot latin, n'hésite pas à y voir un dérivé régressif de *falcula*, et à identifier ce dernier avec un mot pour la faux, connu entre autres par les auteurs grecs, sous la forme *Zánklê;* or ce mot est ligure, et la combinaison avec *falx* ne soulève pas seulement la question de la parenté du ligure avec les langues indo-européennes, parenté que M. Niedermann défend par de bons arguments; elle intéresse aussi l'histoire des contacts culturels entre les Ligures et les autres peuples de l'Italie.

La seconde partie de l'ouvrage comprend des notes critiques sur des textes latins postérieurs et médiévaux. Une fois de plus l'on admirera la maîtrise de M. Niedermann dans le maniement de la méthode philologique et l'ingéniosité à la fois, et la prudence avec lesquelles il fait intervenir la critique conjecturale, notamment dans la correction de plusieurs gloses latines; on sait que le *Corpus* des glossateurs latins a déjà fourni à l'auteur la matière d'intéressantes études. Beaucoup de médiévistes liront avec curiosité les observations pénétrantes que M. Niedermann consacre aux *Hisperica famina* et à la langue bizarrement artificielle de cette élucubration de moines irlandais.

Cette brève esquisse, très incomplète, puisqu'elle a écarté de propos délibéré toute discussion proprement linguistique, n'a d'autre raison d'être, on l'a déjà dit, que de montrer quelles lumières l'histoire peut emprunter à l'étude des vicissitudes du langage, surtout si cette étude s'inspire de la manière exacte et fine de l'auteur de ce livre.

Ch. Bally.

Maxime Reymond. L'abbaye de Montheron, Mémoires et Documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse Romande, seconde série, tome X, p. 1—242, 4 pl., h. texte. Lausanne, 1918, tiré à part, 242 p. in 8°.

En écrivant l'histoire de l'abbaye cistercienne de Montheron au Pays de Vaud, M. Maxime Reymond vient d'ajouter une excellente et utile monographie à la liste déjà longue de ses travaux consacrés aux institutions ecclésiastiques du moyen-âge romand. Il a basé ses recherches sur un dépouillement considérable des sources et sur l'analyse des documents qui lui ont fourni la riche matière de son volume. Aux textes déjà réunis par Frédéric de Gingins dans son *Cartulaire de l'abbaye de Montheron,*[1]) il a joint les inventaires des archives de la ville de Lausanne, dès 1536 propriétaire du domaine abbatial, les documents des archives cantonales vaudoises, des archives de l'Etat de Fribourg, de la collection Girard à la bibliothèque cantonale de Fribourg et quelques pièces non négligeables des archives communales de Moudon et de Froideville. S'il connait et pratique les travaux des érudits locaux, M. Reymond n'ignore pas les ouvrages relatifs à l'ordre de Citeaux et les grandes collections de documents. On peut donc être sûr qu'il a mis tous ses soins à ne rien ignorer de ce qui touche au monastère du Jorat; après lui les seules sources d'information qui resteront à explorer resteront, peut être, les archives vaticanes et le fonds de Citeaux à la bibliothèque de la ville de Dijon.

Le couvent de Monthenon ou Montheron connu aussi au moyen-âge sous le nom d'abbaye de Thela est une fondation cistercienne du 12me siècle; la date de fondation est encore incertaine; Saint-Bernard a lui même passé à Lausanne entre 1133 et 1135, et, avant 1129, l'évêque de Lausanne, Girard de Faucigny a donné le terrain, sur lequel s'élève l'église, à frère Guillaume religieux de Bellevaux en Bourgogne, maison cistercienne fondée en 1120 par l'abbaye de Morimond, issue elle même de la maison-mère de Citeaux. L'acte de confirmation de cette donation, du 21 janvier 1142, est adressé par l'évêque Gui de Merlen à Jean abbé de la Grâce-Dieu. Faut-il donc, ainsi qu'incline à le penser M. Reymond, reconnaître dans cette abbaye de la Grâce-Dieu, celle dont l'existence commence en 1135, selon les Annales de Manrique, et laisser écouler aux moins six années entre l'octroi d'un terrain et la construction de l'église? Sur ce point les documents sont encore incertains et insuffisants, puisqu'aussi bien l'année 1135 peut également être retenue pour l'année de fondation de l'abbaye de la Grâce-Dieu dans l'Aunis, et que seul un texte du commencement du 15me siècle laisse croire à une double fondation la même année, de deux monastères cisterciens du même nom, l'un dans l'Aunis l'autre dans le Pays de Vaud.

Le domaine primitif de l'abbaye, constitué par les donations de l'évêque Gui et du comte Amédée de Genevois ne se trouvait pas au bord du Talent, le *Thela,* mais au sommet du Jorat. Les habiles identifications de lieux de M. Reymond permettent de définir son assiette, autour de la grange du Jorat et peut être de l'hôpital Sainte Catherine, cité pour la première fois en 1288. Mais, avant 1147, le monastère a été transferé au bord du Talent, dans le site qu'il n'abandonnera qu'à la Réformation.

Après avoir décrit d'après les textes et les restitutions topographiques, les terres de l'abbaye dont le noyau principal remonte aux seigneurs de

[1]) M. D. R. t. XII. (1854), XVIII—151 p.

Goumoëns, forestiers du Jorat, les seigneuries de Montheron et les anciennes possessions de Dézaley, Cugy, Sadex, Pailly, Boulens, Chevressy, Buron, Aillerens, Boussens, Montendrey, Bottens et autres lieux, M. Reymond aborde, à proprement parler, l'histoire du monastère en groupant chronologiquement les actes de l'administrations des abbés.

A vrai dire, la maison de Montheron ne fut jamais ni très riche, ni très influente, ni très prospère. Les Goumoëns, avoués reconnus de l'abbaye, dès 1314, n'exercent pas sur ses droits une protection bien efficace et les abbés usent leurs forces à gérer des biens souvent précaires, à rétablir des finances chancelantes et à s'engager dans de multiples procès avec les seigneurs féodaux de la contrée. M. Reymond montre combien les préoccupations matérielles accaparèrent peu à peu les soins des abbés, surtout après qu'au milieu du 13me siècle les ordres mendiants, établis dans le pays, commencèrent à attirer a eux les effets de la faveur populaire. Au 14me siécle, la décadence s'accentue; le nombre des moines réduit à quatorze en 1340 n'est plus que de sept en 1365; les besoins des religieux sont aussi moins modestes qu'au temps des débuts et les revenus n'y suffisent guère.

Au 15me et au 16me siècle, malgré quelques périodes d'administration stricte et énergique, les redevances réclamées par Rome, la désignation, par la cour pontificale, d'abbés commendataires, même la dilapidation du trésor en 1508, achèvent de compromettre le temporel, tandis que le spirituel ne résiste pas à la réformation apportée par Berne et au don de l'abbaye par les nouveaux maîtres du pays à la ville de Lausanne.

Dans la suite de son étude, M. Reymond reconstitue le chartrier domaniae de l'abbaye; en suivant l'ordre alphabétique des localités, il nous donne le résumé des actes relatifs aux possessions de Montheron, les droits utiles et les droits directs, les censes, les rentes et les dîmes, les transactions et les procès. Les rapports du monastère avec ses tenanciers, l'énumération la valeur et la gestion de ses biens, sa situation économique et féodale au cœur du Pays de Vaud, sont clairement dépeints dans ce tableau complet qui, grâce à la table alphabétique du volume, fournira maints détails précis aux historiens locaux.

Pour terminer ses recherches d'archives M. Reymond se transporte sur le terrain et compare ses textes et les plans du 17me au 18me siècle, aux bâtiments actuels de Montheron et aux substructions dégagées, lors des fouilles de 1911. Il reconstitue ainsi le milieu presque totalement disparu, dans lequel vécurent les moines cisterciens de Thela.

On ne peut se représenter, sans admiration, la masse énorme de documents que M. Maxime Reymond s'est astreint à rechercher et à interpréter pour rédiger ce patient, exact et minutieux travail. Ce serait cependant déprécier son effort que de le réduire à celui d'une honnéte et aride contribution. Par certains côtés, son œuvre dépasse la portée de simples dépouillements d'archives. Elle touche aux questions encore confuses de l'histoire de la terre et des communautés rurales. L'auteur a fait effort de synthèse en nous parlant du rôle économique de l'abbaye. Il faut particulièrement retenir ce qu'il a réussi

à fixer sur l'exploitation rurale des domaines des moines, les rapports du métral avec les tenanciers, la création du village de Froideville, la situation juridique des gens du monastère, taillables, hommes libres et affranchis, enfin sur la culture de la vigne dans le célèbre domaine du Dézaley.

Genève. **Paul E. Martin.**

Ulrich Zwingli. Zum Gedächtnis der Zürcher Reformation 1519—1919. Gedruckt und verlegt von der Buchdruckerei Berichthaus in Zürich im Jahre 1919. Folio, 308 Spalten. 179 Tafeln.

Man konnte ordentlich darauf gespannt sein, auf welche Weise die Zürcher der Säkularfeier ihrer Reformation bleibende Bedeutung verleihen würden. Nun haben sie ein Werk zustande gebracht, das alle Erwartungen übertrifft: ein glänzendes Buch, ein Denkmal echten Forschergeistes, hoher literarischer Kultur und technischer Meisterschaft, so dass wir um das richtige Wort verlegen sind: «splendid» und «Prachtswerk» klingt so abgegriffen; «Weihegabe» scheint uns das Richtige zu sein. Was Zwingli erstrebt und geschaffen, das macht ihn zu der «stolzesten Gestalt unserer Geschichte» (Oechsli), zu «Zürichs grösstem Sohne, der darüber hinaus zu den grossen Gestalten der Weltgeschichte gehört», wie das kraftvolle Vorwort ihn heisst. Dies ist keine schönrednerische Übertreibung, sondern eine tatsächliche Blosslegung der Wirklichkeit. Und zur Ehrung eines solchen Mannes ist nur das Beste gut genug.

Der Gedanke hat etwas Ergreifendes, dass ein Träger des Namens Gerold Meyer von Knonau heute wie vor 400 Jahren treu an Zwinglis Seite steht. Kurz und sachlich zeichnet er ein Bild vom politischen und geistigen Zustande Zürichs im Jahre 1519, als schon die Vorboten einer Regung sich einstellten, welcher Zwingli machtvoll das Wort lieh. Das physische Bild der Stadt, wie es vom Maler Hans Leu und vom Planzeichner Jos Murer festgehalten wurde, vergegenwärtigt den äussern Schauplatz Zürichs, das berufen wurde, neben Wittenberg eine Metropole der neuen Geistesbewegung zu werden.

Im Mittelpunkte der Festschrift steht die tatkräftige, ganz auf Energie gesetzte Persönlichkeit Zwinglis. Er gehört zu den Menschen, welche die Annäherung vertragen und deren Erscheinung man nicht bloss als Tatsache, vielmehr als geschichtliche Notwendigkeit begreifen muss. Als Theologe und Staatsmann stellte er sich neue Aufgaben, eröffnete er weite Fernblicke und trat er durch die Überlieferung gleichsam geheiligten Auffassungen von Staat und Kirche mutvoll entgegen. Auf diesen Gebieten entwickelte er seine ganze erstaunliche Tatkraft, hier brachte er es zu Schöpfungen und Anregungen von dauerndem Werte. Auf einleuchtende Weise charakterisiert Prof. W. Köhler den Theologen Zwingli. Er deckte die Quellen auf, aus denen Zwingli seine theologische Weltanschauung schöpfte: aus Natur, Familie und Landesgeschichte holt er sich seine Anregungen, wie aus der Scholastik des Thomas von Aquino und der neuen Pariserschule; er liess

sich vom Humanismus des Erasmus wie seit 1518 von Luther beeinflussen. Aber kritisch stand er dem Wittenberger gegenüber; in den Fragen der Heiligenverehrung und der Beichte konnte er Luther nicht folgen und bei aller Anerkennung von Luthers Persönlichkeit rückte er schon frühe aus politischen Gründen ganz entschieden von ihm ab: nicht lutherisch, sondern evangelisch wollte er sein. Aus Antike und Bibel holte er sich seine Lebenskraft, in der Verbindung dieser beiden Elemente liegt die Eigenart und zugleich der Reichtum von Zwinglis Theologie.

Aus den gleichen Quellen schöpfte auch der «Staatsmann» Zwingli seine Weisheit, zugleich aus der Betrachtung von Vergangenheit und Gegenwart des eigenen Volkes. Vor mehr als einem Vierteljahrhundert schritt W. Oechsli schon einmal diesen Weg und was er dazumal über Zwinglis staatstheoretische Anschauungen sagte, behielt seine Richtigkeit bei, es brauchte nur ergänzt zu werden. Dass Zwingli durch und durch Republikaner war, für die Volkssouveränität und das Asylrecht sprach, dass er den sozialen Missständen auf den Leib rückte und in der Bauernbewegung die Probe besser bestand als Luther, dass er als Pazifist dem Kriegshandwerk entgegentrat, dem Bündniswesen ein Ende machen wollte, das ist allbekannt.

Aber dies Bekannte durchsetzt Oechsli mit einer Fülle überraschender, den Quellen abgelauschten Beobachtungen. Seine Erklärung von Zwinglis Ausschluss aus der Wiener Universität im Jahre 1499 ist einleuchtend; dass Zwingli sich auch am Pavierzug beteiligt hat, ist nicht unwahrscheinlich, und mit gutem Rechte darf betont werden, dass die Italienerkriege nicht als Söldnerkriege aufzufassen sind, sondern als eine grosse nationale Unternehmung. Man kann Oechsli zustimmen, wenn er die Entstehung des Gedichtes vom Labyrinth auf Ende 1516 ansetzt, wenn er darauf aufmerksam macht, dass die Bewegung gegen das Pensionenwesen schon vor 1521 im Gange war, dass demnach Zwingli nicht der intellektuelle Urheber jenes folgenreichen Zürcher Beschlusses zu sein braucht. Man kann seinen Ausführungen über den berühmten «Ratschlag» vom Dezember 1524, seiner Begründung von Zwinglis Fernbleiben vom Badener Gespräch, seiner Würdigung des Konstanzerburgrechtes, seiner Rechtfertigung von Zürichs Politik im Jahre 1529 und seiner Auffassung vom ersten Landfrieden nur zustimmen, auch wenn er Zwinglis Bündnispolitik gegen den Vorwurf der Phantasterei und Inkonsequenz in Schutz nimmt. Auch seine innerschweizerische Politik lässt sich, wenn auch formell anfechtbar, rechtfertigen. Er eilte seiner Zeit um hunderte von Jahren voraus: die Nachwelt verwirklichte zum Teil, was er erstreben wollte.

Oskar Farner stellte aus verhältnismässig wenigen Stellen und Andeutungen ein anmutiges und zureichendes Bild von Zwinglis häuslichem Leben zusammen. Hans Lehmann handelt über Zwingli und die Kunst. Freilich fügte die Reformation den damaligen Künstlern schweren Schaden zu; dafür aber traten der Porträtmaler, der Holzschneider, Kupferstecher, Medailleur und Buchdrucker in den Riss und neue Kunstformen erblühten, von denen sich reiche und erfreuliche Proben erhalten haben. Die Porträtkunst

zog dazumal in unser Land. Der Maler Hans Asper und der Medailleur Stampfer lieferten ihr Bestes. Ausser den beiden Zwinglibildnissen interessieren am meisten die Bilder von Brennwald, Stumpf, Bullinger, Pellikan, Jud, Gessner und Peter Füssli. Doch ist im Text Füsslis «Kappelerkrieg» zu günstig eingeschätzt. Und was der damalige Zürcher Buchdruck leistete (Froschauer!), davon geben die zahlreichen Titelblätter mit ihren Ausschmückungen einen zureichenden Begriff. Es ist selbstverständlich, dass der Direktor des Landesmuseums aufschlussreiche Mitteilungen über die Künstler, die Technik, die Wertschätzung und die Geschichte der einzelnen Kunstgegenstände zu bieten versteht.

Den Schluss des Werkes bilden Handschriftenproben von Zwingli und seinen Korrespondenten, heimischen und fremden, Freunden und Gegnern. Es ist sehr zu begrüssen, dass diese Briefe im Wortlaute abgedruckt und die lateinischen zugleich übersetzt wurden; denn die Form sowohl wie der Inhalt der Briefe des Reformationszeitalters bieten nicht gewöhnliche Schwierigkeiten. Wäre es nicht möglich, von diesen Handschriftenproben eine Separatausgabe zu veranstalten, die zu Übungszwecken in historischen Seminarien Verwendung finden könnte? Nicht minder wertvoll erweist sich die bildnerische Wiedergabe von etwa 70 Dokumenten, die auf einzelne Ereignisse der Reformationszeit Bezug haben. Indem ebenfalls die Titelblätter sämtlicher Werke Zwinglis im Bilde vorgeführt werden, so wird der Verlauf der Reformation dem Auge eindrücklich eingeprägt und die beigegebenen Erklärungen erschliessen das Verständnis für die inhaltreiche und zeitliche Bedeutung der Aktenstücke.

Nicht allein Zwingli: seine ganze Zeit ersteht aus dem Buche; dies, die Liebe und das Verständnis für die besten Geister der Vergangenheit verleiht dem Werke eine eigentliche Weihe. **G. Tobler.**

Wernle, P., Das Verhältnis der schweizerischen zu der deutschen Reformation, 89 Seiten. Basel, 1918, in-8°.

Dans ce mémoire très instructif et admirablement documenté le professeur Wernle montre l'influence considérable que Luther a exercée dans toutes les régions de la Suisse pendant les années 1518—1522. A Bâle on réimprime en masse ses écrits, ses pamphlets, ses sermons énergiques sur la pénitence sur l'indulgence et la grâce, contre la puissance du pape, sur les dix commandements. Puis la jeunesse studieuse des divers cantons s'empresse d'aller s'asseoir au pied de sa chaire et entendre ses leçons à Wittenberg. A Zurich Zwingli recommande à ses auditeurs la lecture des écrits de Luther et il en fait venir de Bâle, pour la propagande, des centaines d'exemplaires. Viennent les années critiques: 1521—1522. Luther est excommunié et mis au ban de l'empire, il est enfermé à la Wartbourg, il a disparu de la scène publique, une scission se produit parmi les humanistes: beaucoup qui l'applaudissaient au début, se séparent de lui, le trouvant trop révolutionnaire; Zwingli, au contraire se déclare hautement pour Luther. En 1523 Zwingli, énergiquement

soutenu par le Conseil de Zurich, soutient victorieusement ses principes évangéliques dans deux disputes publiques et apparait dès lors comme le chef du mouvement réformateur suisse, d'un mouvement analogue, parallèle à la Réforme allemande, mais plus démocratique et plus radical vis-à-vis de la tradition ecclésiastique.

On se demande pourquoi Zwingli, à plusieurs reprises, a insisté pour revendiquer le caractère original et indépendant de sa Réforme. A cette question importante et délicate, M. Wernle donne la quadruple réponse que voici: (1°) C'est que jamais Zwingli ne s'est borné à copier, à répéter Luther et que tous deux ont puisé indépendamment à une même source, la Bible, les épitres de Paul; (2°) Zwingli a subi l'influence de Luther, mais n'a rien reçu de lui dont il n'avait déjà fait l'expérience personelle ainsi Luther l'a *confirmé* dans sa conviction de la justification par la foi, il ne l'y a pas *amené*; (3°) ayant admis avec Erasme l'autorité des Ecritures, Zwingli est entré en 1516, *avant* Luther dans les voies réformatrices; enfin (4°) Zwingli pour des raisons tactiques, afin de mieux propager la Réforme en Suisse, tenait à ne pas passer pour un disciple de Luther et à affirmer hautement n'avoir qu'un seul maître, le Christ.

En somme la grande, l'héroïque personnalité de Luther a soulevé partout en Suisse les esprits éclairés contre les erreurs et les abus règnants, elle a déclanché le mouvement de la Réforme évangélique, mais ensuite, grâce à Zwingli, la Réforme suisse a pris un caractère propre et original, la différenciant de le Réforme de Luther.

Telle est la conclusion à laquelle aboutit l'éminent historien bâlois. Je la crois fort juste, mais il me semble que ce savant mémoire eût gagné à étre intitulé tout simplement: *L'influence de Luther sur les débuts de la Réformation en Suisse;* ce titre eût été plus conforme à la réalité. S'il y eu deux types de Réforme religieuse au XVIe siècle ce n'est pas tant parce qu'il y avait deux nations différentes, la nation allemande et la nation suisse, mais par ce qu'il s'est trouvé deux personnalités directrices, qui toutes les deux ont accompli de grandes choses.

E. Choisy.

De Vries, Herman, Docteur ès Lettres, Genève pépinière du calvinisme hollandais. Tome I, un vol. in-8° de XV et 329 p. Fribourg (Suisse), Fragnière frères éditeurs.

Mr de Vries, un Hollandais, a eu la bonne idée de rechercher tous les documents concernant les relations entre Genève et les calvinistes de son pays. Il a pu réunir ainsi nombre de précieux renseignements sur les étudiants des Pays Bas à Genève au temps de Théodore de Bèze (1559—1605).

On sait quelle lutte formidable s'était engagée aux Pays-Bas entre le protestantisme et le catholicisme, lutte qui dura quatre-vingts ans et se termina par la victoire du protestantisme calviniste. Or, la plupart des chefs, les principaux ouvriers de la Révolution néerlandaise — à la fois politique et reli-

gieuse — avaient entendu à Genève les leçons des continuateurs de Calvin et y avaient appris le devoir d'obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes, de résister en face aux magistrats et aux princes qui vous empêchent de servir Dieu selon votre conscience, selon sa Parole.

Malheureusement les calvinistes, qui avaient réclamé la liberté pour eux-mêmes, la refusèrent aux autres quand ils furent les maîtres. C'était une infidélité au véritable esprit de la Réformation et de l'Evangile.

C'est ce que fait ressortir Mr. de Vries. Il remarque aussi, avec finesse, que Th. de Bèze inclinait, par tempérament et par tournure d'esprit, au libéralisme, mais que son rôle officiel de successeur et de continuateur de Calvin lui a imposé une attitude antilibérale qui l'a mis en contradiction avec lui-même.

Autrement comment expliquer sa conduite envers le pasteur Ch. Perrot et envers les chefs du parti remonstrant (libéral) néerlandais, Arminius et Uyterbogaert et surtout envers Vorstius dont il fit (novembre et décembre 1595) son suppléant dans la chaire de Théologie de l'Académie de Genève?

M de Vries juge Calvin avec une sévérité extrême. A-t-il bien compris la raison profonde de la rigoureuse discipline ecclésiastique établie par le Réformateur? Il est permis d'en douter. Il ne faut pas oublier que la Réforme calvinienne est une réaction énergique, nécessaire, parfois excessive, contre le pélagianisme et l'amoralisme qui dominaient dans la chrétienté au commencement du XVIe siècle.

Calvin voulait l'obéissance de tous, sans exception à la loi morale et religieuse, il voulait une réforme des mœurs publiques et privées, inséparable de la réforme doctrinale. C'est pourquoi il a été un si grand éducateur des consciences, un si puissant inspirateur et entraîneur d'hommes, et il est devenu l'auteur indirect, mais responsable, de révolutions qui ont abouti non pas à l'anarchie, mais à l'ordre dans la liberté (bien que cette liberté fût relative).

Ce livre rendra de précieux services aux historiens par l'abondance et la sûreté des informations qu'il nous apporte. On connaissait — par exemple — les noms de 216 étudiants néerlandais à Genève. M. de Vries en a retranché cinq et en a ajouté 85, d'après le registre des habitants. Beaucoup d'étudiants négligeaient de s'inscrire auprès du Recteur, ce fut le cas notamment des cinq étudiants en droit néerlandais chassés de Valence et réfugiés à Genève après la Saint-Barthélemy (1572).

M. de Vries a publié les renseignements qu'il a pu trouver sur la carrière publique, la vie, les opinions de ces jeunes gens et il constaté avec mélancolie que presque tous ceux des années 1563—1568 ont disparu sans laisser de traces, par ce qu'ils ont probablement péri pendant les luttes terribles de cette période tourmentée.

A la fin du volume sont insérées, comme pièces justificatives, 20 lettres de Néerlandais à des Genevois et 5 lettres de Bèze et de J. Lect, plus des extraits des registres du Conseil et de la Compagnie des Pasteurs.

Le volume, très bien imprimé, se termine par une table alphabétique très complète. Nous avons là un précieux recueil de documents qui a sa place

marquée dans toutes les bibliothèques historiques. Il est grandement à souhaiter que l'auteur nous donne bientôt dans un tome second la suite de son beau travail.

Genève. **E. Choisy.**

Ernst Gagliardi, Alfred Escher. Vier Jahrzehnte neuerer Schweizergeschichte. Erste Hälfte. Huber & Co. Frauenfeld 1919. 320 S.

Ein freundliches Geschick hat der Schweizerischen Eidgenossenschaft in den Jahren ihres politischen und wirtschaftlichen Umbaus und Ausbaus, um die Mitte und noch in der zweiten Hälfte des letzten Jahrhunderts, eine lange Reihe von Männern zugeführt, deren Bedeutung darin lag, dass sie gerade über das verfügten, was die Zeit verlangte, über den klaren Blick für das Notwendige und Mögliche und über die Kraft, die rückhaltlose und selbstlose Hingabe für seine Durchführung. Über die meisten von ihnen ragt der Zürcher Alfred Escher hinaus, «als wuchtige, die Bestrebungen eines ganzen Landes verkörpernde Persönlichkeit unvergleichlich», von den «das ökonomische wie das politische Gebiet gleich stark umfassenden Persönlichkeiten dieser Zeit die bedeutendste» (Gagliardi), «in seinen gesunden Tagen die grösste und fruchtbarste Arbeitskraft der Schweiz» (R. Feller, Alfred Escher). Gleichzeitig mit der Feier der 400. Wiederkehr des Todestages Waldmanns, des populärsten zürcherischen Bürgermeisters, wurde 1889 Alfred Escher, dem letzten Bürgermeister Zürichs, ein ehernes Denkmal gesetzt. Heute erscheint zur Feier des 100. Geburtstages Eschers der erste Teil eines schriftlichen Monumentes aus der Feder des gleichen Verfassers, der vor wenigen Jahren Waldmann ein schriftliches Denkmal geschaffen hat.

Durch die vorliegende erste Hälfte der Escherbiographie — die zweite Hälfte soll im Sommer erscheinen — wird das Bild Eschers, so wie es bis jetzt dargestellt wurde, in Umriss und Hauptzügen nicht wesentlich verändert. Zu Auseinandersetzungen mit diesen früheren Darstellungen fand denn auch Gagliardi sozusagen keinen Anlass. Das Verdienst seiner Arbeit besteht vor allem — wie bei der Waldmannbiographie — in der selbständigen Erfassung und eigenartigen Prägung der Persönlichkeit, in der Erweiterung des Lebensbildes zum Zeitbild, in der Belebung und Rundung des Bildes durch eine grosse Zahl von Einzelzügen und Tatsachen, vor allem aber in der erschöpfenden Heranziehung und Benutzung der Quellen. Die Sammlung des in öffentlichem und privatem Besitz befindlichen, in Familien-, Vereins-, Bahn- und Staatsarchiven und in Bibliotheken zerstreuten Materials, zu dem noch mündliche und schriftliche Äusserungen lebender Persönlichkeiten kamen, mag den Verfasser ungewöhnlich viel Zeit und Arbeit gekostet haben. Dennoch ist dieses Quellenmaterial nicht ohne bedauerliche Lücken: «Eschers ohnehin nicht sehr umfangreicher Briefwechsel ist zum Teil bereits der Vernichtung anheimgefallen» und auch seine eigenen Aufzeichnungen scheinen verloren. «Erinnerungen von Persönlichkeiten, die Escher nahe standen, haben manche Lücke zu schliessen vermocht»; indessen blieb der Biograph «vielfach gerade für das Wichtigste auf Mutmassungen und die

Zeitungen angewiesen.» Die Zeitungen hat der Verfasser in ausgiebigster Weise benutzt. Eine Einführung in ihre Parteistellung und Bedeutung wäre darum gerade auch bei den weniger bekannten und nur vereinzelt genannten erwünscht gewesen; der uneingeweihte Leser wird sich in diesem schweizerischen Blätterwald nicht leicht zurecht finden. — Eine einzigartige und ausserordentlich ergiebige und belebende Quelle floss dem Verfasser in den Reden, die Escher als Vorsitzender des zürcherischen Grossen Rates und des Nationalrates und als Kommissionsberichterstatter gehalten hat — Escher war der geborene Präsident und Referent, der mit unbestrittener Meisterschaft präsidierte und in der eidgenössischen Behörde sozusagen bei allen wichtigen Fragen referierte —, jene «Tronreden», in denen Escher mit einer wahrhaft imponierenden, immer auf genauester Sachvertrautheit beruhenden Klarheit und Sicherheit die Fragen der Zeit behandelte. Gagliardi hat einen grossen Teil dieser Reden im Wortlaut oder in Zusammenfassung in den Text eingeschoben, wo die Unmittelbarkeit dieser Quelle ihre Wirkung tut. Indessen sind diese Einschiebungen — auf die 320 Seiten des Halbbandes ca. 80 Seiten in kleinerer Schrift — doch zu häufig und zu ausgedehnt, als dass sie nicht durch die Unterbrechung des Zusammenhangs ermüdeten und der Wirkung der Darstellung Abbruch täten. Der Verfasser hat wohl für dieses Verfahren seine triftigen Gründe gehabt. Trotzdem bedauern wir es, dass es nicht möglich war, die Reden in einem Anhang zusammenzustellen und sich im Text mit kurzen Zitaten und Verweisen zu begnügen. Das um so mehr, als diese Reden in Wahrheit «historische Dokumente» sind, aber auch gleichzeitig einen bedeutenden Gegenwartswert haben, stellenweise wie für die Gegenwart geschrieben scheinen. Dann wäre es auch möglich geworden, die Reden zu kommentieren und die eine und andere Behauptung und Auffassung des Redners richtig zu stellen. (Auf Seite 80 ist übrigens als Datum für die Gründung des Siebnerkonkordats 1841 [statt 1832] stehen geblieben).

Die Verarbeitung des aus so verschiedenartigen Quellen stammenden, teils überreichen, teils lückenhaften, oft auch recht spröden Materials hatte zweifellos ihre nicht geringen Schwierigkeiten. Das Streben nach einer möglichst erschöpfenden Verwertung führte im ganzen zu einer der Übersichtlichkeit abträglichen Breite und mehrfach zu einer fast statistisch anmutenden Aufzählung von Einzelheiten (S. 75, 85, 147 f, 231 f), welche die grossen Linien der Darstellung stören. Auch die vielseitige Persönlichkeit Eschers selber, seine Betätigung auf den verschiedenartigsten Gebieten, seine führende Stellung in der zürcherischen und der eidgenössischen Politik und auf dem Gebiete wirtschaftlicher Unternehmungen zugleich erschwerte die Darstellung: eine weitgehend synchronistische Behandlung verursachte etwa ein häufiges Abreissen und Anknüpfen des Fadens und erschwert so die Übersicht (vgl. z. B. die Schilderung der zürcherischen Verfassungsrevision 1849/50 S. 129—153). Wohl im Zusammenhange damit stehen gelegentliche Wiederholungen von Tatsachen, Charakterzügen etc. Endlich fehlt es da und dort an den wünschbaren Rückverweisen oder, wo sie vorhanden sind,

an der Bezeichnung der Seitenzahl; so hätte S. 92 auf S. 82, S. 176 auf S. 43 ff, S. 194 auf S. 140 ff, etc. verwiesen werden sollen.

Abgesehen von solchen Unebenheiten erweist sich Gagliardis Alfred Escher-Biographie schon in dem vorliegenden ersten Teil als eine vorzügliche Arbeit sowohl nach der Seite der Gründlichkeit und Objektivität in der Verarbeitung des Stoffes, wie durch die bildnerische Klarheit und Kraft der Gestaltung des Lebens- und Zeitbildes. Vortrefflich gelungen sind die in den Verlauf der Begebenheiten an geeigneter Stelle eingefügten, auf sorgfältiger Abwägung beruhenden Charakterzeichnungen, keine gelungener als die auf wenige Hauptzüge gebrachte Würdigung Eschers in Vorwort und Einleitung. Dabei sind die Schwächen des Charakters durchaus nicht verschleiert: das autokratische Bedürfnis nach unbedingter Geltung, welches leicht Freundschaft in Abhängigkeit verwandelte, die starke Empfindlichkeit gegen Widerspruch, das Herrische, Despotische, wie häufig, so vielleicht auch bei Escher eine Art Selbstschutz gegen eine im Grunde weiche Naturanlage, die rücksichtslose Durchsetzung des Parteistandpunktes und, möchten wir hinzufügen, die Rücksichtslosigkeit, mit der er verbrauchte Kräfte auf die Seite stellte, wie er denn auch in den Ansprüchen an sich selber rücksichtslos war. Aber diese Schwächen erscheinen als die Schatten, die dem Bilde die Rundung geben und die positiven Züge um so kräftiger hervortreten lassen: die bedeutende geistige Überlegenheit, die unermüdliche Aktivität, die fast unerschöpfliche Arbeitskraft, eine wahrhaft «ingrimmige» Arbeitslust, den staatsmännischen Blick für das von der Zeit Geforderte und die staatsmännische Festigkeit in seiner Durchführung, die Selbstsicherheit des gebornen Führers, die imponierende Sachbeherrschung und Klarheit, zu denen er sich durchrang in allem, was er unternahm, die seinen schmucklosen Reden die wuchtige Wirkung gaben, schon für sich allein von einer hohen sittlichen Auffassung zeugen und es, wie uns scheint, erklären, dass Eschers ausserordentliche Vielseitigkeit auch nicht eine leise Ähnlichkeit mit streberischem Dilettantismus hatte, und endlich die vollständige Uneigennützigkeit mit ihrer rast- und restlosen Hingabe an das Ganze, Eigenschaften, die Escher, trotz aller seiner Fehler, über allen Hass und Hohn seiner Tage hinaus zu einem Beispiel hoher Bürgertugend erheben.

So wird Gagliardis Alfred Escher-Biographie zur ersten in vollem Umfang quellenmässigen und, soweit die Quellen reichen, erschöpfenden, gleichzeitig aber zu einer objektiven und würdigen Darstellung des hervorragenden, vielumstrittenen Staatsmannes. Aber sie wird mehr als das. Die enge Verknüpfung Eschers mit den Fragen der Zeit veranlasste den Verfasser auch zu einer Darstellung dieser die Zeit bewegenden Probleme. Und wie Eschers Bedeutung klar wird aus dem glücklichen Zusammentreffen seiner persönlichen Veranlagung, so z. B. seines «leidenschaftlichen Sinnes für das Nationale», für das Staatliche, seines Verständnisses für die Bedeutung des Wirtschaftlichen, mit den Bedürfnissen seiner Zeit, so gewinnt anderseits unser Verständnis der Zeit aus der Kenntnis seines, des Einzelnen, Wirken. So ist Gagliardis Arbeit — mittelbar auch durch seine dankeswerten Hin-

weise auf unbenutztes Material — gleichzeitig ein äusserst wertvoller und willkommener Beitrag zur neueren Schweizergeschichte. —

Gleich das erste Kapitel, «Jugend- und Bildungsjahre», ist besonders aufschlussreich und interessant. Es waren durchaus aussergewöhnliche Verhältnisse und Persönlichkeiten, unter denen Escher aufwuchs. Der Vater wusste neben einer erfolgreichen geschäftlichen Tätigkeit im Ausland — er hat sie schon mit 38 Jahren im Besitze eines nach Millionen zählenden Vermögens abgeschlossen — auch Beziehungen zu hervorragenden Persönlichkeiten wie Washington, Jefferson, Kosziusko, Ney anzuknüpfen und mit den geschäftlichen auch geistige, wissenschaftliche Interessen zu verbinden, die er nach dem Rücktritt von den Geschäften in grosszügiger Weise betätigte. Er hat dem Sohn einmal die äussere Grundlage gelegt, von der aus dieser den raschen geschäftlichen Erfolg des Vaters auf anderen Gebieten überholte. An des Vaters fast abenteuerliche und unverbrauchte Unternehmungslust erinnert des Sohnes immer lebendige Aktivität. Auf des Vaters gutherzige Art führt Gagliardi die wenig bekannte, weil nur im engern Kreise sich äussernde weiche Gemütsanlage Alfred Eschers zurück. Entscheidende Züge, wie seine Selbstherrlichkeit, hat Escher von der Mutter geerbt, einer Junkerin Zollikofer, einer merkwürdigen Frau von durchaus feudaler Prägung in Wesen, Erscheinung und Gebahren.

Auf den Knaben und Jüngling hat bekanntlich Oswald Heer, der spätere berühmte Botaniker, der mehrere Jahre in der Familie Escher lebte und der erst auf die Einwirkung des Vaters Escher von der Theologie zur Naturwissenschaft überging, einen starken Einfluss ausgeübt. Alexander Schweizer, der spätere bedeutende Kanzelredner und Theolog, ist dagegen nicht, wie man bisher angenommen hat, sein eigentlicher Privatlehrer gewesen; die Überlieferung beruht, wie Gagliardi nachweist, auf einer Verwechslung mit Heinrich Schweizer, dem späteren Pfarrer in Bubikon. Alexander Schweizer hat ihm nur Turnunterricht erteilt, was uns indessen einen stärkeren Einfluss nicht auszuschliessen scheint; entscheidend ist ja am Ende für den Einfluss des Lehrers seine Persönlichkeit, nicht sein Fach.

Wichtig für die Entwicklung Eschers wurde seine Zugehörigkeit zum Schweizerischen Zofingerverein. Hier erwarb er sich jene parlamentarischen Eigenschaften, in denen er später ein Meister war; hier betätigte er bereits seine Eignung und Neigung zum «Herrschen»; hier begann aber auch schon die Ablösung von jenen aristokratischen Kreisen Zürichs, denen er seiner Herkunft nach angehörte, denen er sich aber immer mehr entfremdete durch seine Eigenart und durch seine politische Anschauung, einen entschiedenen Liberalismus. — Am Ende seiner Studienzeit war Eschers Persönlichkeit in ihren Hauptzügen bereits klar bestimmt.

Das II. Kapitel, «Zürcherische und eidgenössische Politik (1845—1848)» schildert Eschers unerhört rasche politische Laufbahn, die ihn der begonnenen akademischen Tätigkeit entriss und im Kanton Zürich in drei Jahren, in der Eidgenossenschaft in ebensoviel Monaten zum führenden Staatsmann machte. Das ausserordentliche Vertrauen, welches der noch nicht

30jährige gleich von Anfang an im Nationalrat genoss, beweist seine erstaunliche Wahl in die Kommission, die seine und Munzingers Tätigkeit als eidg. Repräsentanten im Tessin bei dem tessinischen Konflikt mit Österreich während des italienischen Aufstandes (1848) zu prüfen hatte. Unter den Verdiensten der beiden Repräsentanten hätte doch wohl auch die teilweise Aufhebung der von Radetzky gegen den Tessin verfügten Sperrmassnahmen erwähnt werden sollen, welche durch den Bericht der genannten Kommission (Schweiz. Bundesblatt, Bd. I, S. 155, 174) belegt ist. — Eschers rücksichtsloses Draufgängertum gegen die ultramontanen Kreise, deren Verhalten in der Sonderbundszeit ihm als eigentliches Verbrechen erschien, zeigt sich in der im Herbst 1847 allen Ernstes an die zürcherische Regierung gestellten Zumutung, das Gaster, das s. Z. St. Gallen zum Schiksalskanton in der Sonderbundsfrage gemacht hatte, nun aber als unsicher galt, zu besetzen; unwillkürlich erinnert man sich da an Zwinglis einstige Gewaltpolitik mit Bezug auf die Ostschweiz. — Eschers Forderung der Verbindung von Wissenschaft und Leben, die von ihm durchgesetzte Modernisierung der zürcherischen Mittelschulen durch Einführung des Französischen am Gymnasium, durch stärkere Betonung der Muttersprache, der neueren Geschichte, der Naturwissenschaften lassen erkennen, wie sehr sein praktischer Sinn die Bedürfnisse des Lebens erfasste. — Köstlich illustriert und ironisiert den leidenschaftlichen, ungestümen Eifer des jungen Staatsschreibers die Bemerkung eines Regierungsrates, also eines Vorgesetzten: «Gott sei Dank, darf man sich ihm wieder nähern, ohne zu fürchten, von seinen Blicken getötet zu werden; sein Antlitz leuchtet wieder etwas milder.»

Das III. Kapitel: «Regierungsoberhaupt und eidgenössischer Parlamentarier 1849—1855» (1. Nationalratspräsident 1849/50; 2. Universitäts-, Zoll- und Eisenbahnfragen 1851/52; 3. Begründung der Nordostbahn und des eidgenössischen Polytechnikums 1853/54; 4. Abschluss der Regierungstätigkeit 1854/55), zeigt Escher auf der Höhe seiner politischen Tätigkeit in Kanton und Bund. Was Zürich unter seiner Führung 1848/55 auf den verschiedenen Gebieten der Gesetzgebung geleistet hat, ist hervorragend; man hat mit Recht von einer Aera Escher gesprochen. Daneben entfaltete Escher eine beispiellose Tätigkeit auf eidgenössischem Boden. In der Frage der eidg. Hochschule und des eidg. Polytechnikums und in der Eisenbahnfrage hat er gewiss auch zürcherische Interessen vertreten. Als Erziehungsdirektor hat er sich z. B. ganz besonders die Förderung der Universität angelegen sein lassen, um die Ansprüche Zürichs auf die eidg. Hochschule zu stärken, und hat damit u. a. die Errichtung eines zweiten Lehrstuhls für römisches Recht und seine Besetzung durch Mommsen begründet. Sein Hauptmotiv aber für die zähe und energische Verfolgung des Gedankens war doch das nationale. Das Scheitern des Planes werden wir heute, so bitter die Enttäuschung für Escher sein mochte, nicht mehr bedauern. Zum würdigen Unterhalt kantonaler und eidgenössischer Hochschulen zugleich fehlen unseren kleinen Verhältnissen die Mittel. Auf die kantonalen Universitäten aber können wir nicht verzichten: kein Land hat die Dezen-

tralisation des höchsten Unterrichtswesens nötiger als die Schweiz. — Sehr richtig scheint uns Gagliardi Eschers Stellung zur Eisenbahnfrage zu beurteilen. Eschers Irrtum und Verantwortung hat nicht so sehr im Eintreten für den Privatbau bestanden; der Staatsbau wäre, wie die eidg. Hochschule, auch mit Eschers Unterstützung bei der herrschenden Strömung doch unterlegen, im Falle des Sieges aber hätte er dem Lande das neue Verkehrsmittel nicht in der nützlichen Frist, in dem wünschbaren Umfang und in der rationellen, die wirklichen Bedürfnisse, namentlich die grossen und dringlichen der Ostschweiz, berücksichtigenden Anlage zu verschaffen vermocht. Das Verschulden Eschers liegt vielmehr bei dem Eisenbahngesetz von 1852, insofern ihm ein grosser Teil der Verantwortung dafür zufällt, dass im Gesetz der Bund mit Rechten so kärglich abgefunden wurde. Hier hat Escher zu einseitig und zu kurz gesehen, wie etwa auch sonst in Eisenbahnfragen, die ihm eben ursprünglich ferne lagen, so, wenn er für den Zürcher Bahnhof allen Ernstes das Terrain des ehemaligen Feldhofes, der heutigen Kreditanstalt am Paradeplatz, vorschlug!

Der Verpflichtung, nunmehr die Leistungsfähigkeit und Berechtigung des Privatbaus zu erweisen, konnte sich Escher nicht entziehen. Nun nahm er auch hier die Führung, gelangte in der Doppelstellung des leitenden Staatsmannes und Eisenbahnpolitikers zu einer unerhörten Macht — «Princeps», «König Alfred», «Herr aller Zürcher» höhnten ihn ingrimmig die Gegner —, aber auch in eine bedenklich schiefe Lage: in vierfacher Stellung, als Abgeordneter der Bodenseebahndirektion, als deren Direktions- und Verwaltungsratspräsident und als Regierungspräsident unterzeichnete Escher einen Vertrag zwischen Zürich und der N. O. B. Diese Doppelstellung verursachte ihm aber auch eine Riesenarbeit. Dazu kamen Sorgen infolge der Opposition einer radikalen Bewegung unter dem Sozialisten Treichler: Escher fürchtete von den Wahlen des Jahres 1854 einen umgekehrten 6. Dezember 1839. Das alles führte schliesslich zum Zusammenbruch dieser scheinbar unerschöpflichen, aber seit Jahren überforderten Kraft, deren körperliche und geistige Stattlichkeit einst alle andern überragt hatte. Schwere Krankheit zwang Escher 1855 zum Rücktritt aus der Regierung.

Das IV. Kapitel, «Wirtschaftliche und Eisenbahnfragen (1856—1866)», von dem die vorliegende Hälfte des Werkes die Abschnitte «1. Kreditanstalt und Westbahnkonflikt», «2. Neuenburgerstreitigkeiten 1856 und 1857» und endlich den Anfang des 3. Abschnittes «Konflikt mit Stämpfli 1857—1858» bringt, leitet der Verfasser ein mit einer Charakteristik der 50er und 60er Jahre als der «ideenlosesten Periode der neueren eidgenössischen Geschichte», aber zugleich als einer notwendigen Uebergangszeit, welche, nachdem eben die politische Grundlage des jungen Staates geschaffen worden war, «nun auch die ökonomische Leistungskraft des Landes entwickelte». Diese wirtschaftlichen Bedürfnisse und Probleme gaben der Tätigkeit der Staatsmänner eine neue Richtung, führten aber zu einer nicht unbedenklichen Verflechtung von Wirtschaft und Politik und zu heftigen Interessengegensätzen und -kämpfen. Dass Escher sich dabei nicht von Machtgelüsten oder eigen-

nützigen Motiven leiten liess, wird auch von Gagliardi mit Recht betont und auch belegt.

Ueber diesen leidenschaftlichen und durchaus nicht immer erfreulichen Kampf der materiellen Interessen wurde die Eidgenossenschaft von Zeit zu Zeit durch äussere Schwierigkeiten, man möchte sagen glücklicherweise, hinausgeführt zur Einigung auf dem nationalen Boden. So durch die Neuenburgerfrage. Escher hat das Verdienst, als Präsident des Nationalrates und als Vorsitzender und Berichterstatter seiner Kommission, das Wesentliche beigetragen zu haben zu jener Verbindung von fester und würdiger Haltung mit klugem Entgegenkommen in der obersten schweizerischen Behörde, welche die friedliche und für die Schweiz erfreuliche Lösung der Frage ermöglichte. Der Ansicht Gagliardis, der Bundesrat hätte Napoleons Note vom 26. November 1856 (nach der Unterredung mit Dufour) nicht ablehnen sollen, können wir uns nicht anschliessen, vor allem, weil Napoleon keine Sicherstellung gegen unannehmbare, infolge englischer Mitteilungen vorauszusehende Bedingungen des Verzichts des preussischen Königs bot (vgl. Ph. de Vargas, L'affaire de Neuchâtel, Lausanne 1913, p. 70, 72 ff., 80). Gegen diese Ablehnung beweist die Annahme der Note vom 5. Januar 1857 (nach der Unterredung mit Kern) nichts. Denn diese Note war nicht «eine blosse Wiederholung» der Note vom 26. November. Sie ging weiter und lautete entschiedener. Ganz besonders aber war das mit den mündlichen Zusicherungen Napoleons der Fall. Und wenn auch die Garantie Englands nicht weiter ging, als am 25. November, so war der Bundesrat im Besitz verschiedener Erklärungen von anderer Seite, die ihn zu der Ueberzeugung berechtigten, dass Unterhandlungen zur Anerkennung der Unabhängigkeit Neuenburgs führen würden (Vargas, S. 129). Dass der Bundesrat nicht auf seinen, Kern mitgegebenen, weitergehenden Forderungen beharrte, erklärt sich zur Genüge aus dem Druck einflussreicher, kriegsunlustiger Parlamentarier, wie Eschers, ferner aus dem vorübergehenden Versagen Englands, aus der Unkenntnis der Stimmung der europäischen Diplomatie, vor allem der nachherigen Entschlossenheit Englands, eine Lösung der Frage im Sinne der Schweiz zu erwirken. (Vargas, S. 110, 113 f.). Dass der Bundesrat mit seiner festen Haltung auf dem richtigen Wege gewesen war, beweist die Wirkung: die Bemühung der Mächte bei Preussen um Verhinderung des Krieges, die Wiederaufnahme der Verhandlungen mit der Schweiz durch Napoleon und schliesslich der für die Schweiz glückliche Ausgang. — Interessant ist übrigens die Ähnlichkeit der Vorgänge in den eidgenössischen Räten im Neuenburger- und im Savoyerhandel: Verzicht der Kommissionen auf Gegenanträge gegenüber den Anträgen des Bundesrates im Interesse des Eindrucks nach aussen, dagegen unmittelbar Beeinflussung des Bundesrates im Sinne friedlichen Vorgehens. Man geht wohl nicht fehl, wenn man diese Uebereinstimmung auf Escher zurückführt, der in beiden Fällen Präsident und Berichterstatter der nationalrätlichen Kommission war.

Mit dem Hinweise auf die sieben hübschen, dem Bande beigegebenen Tafeln, von denen fünf Reproduktionen von Photographien Eschers aus verschiedenen Lebensperioden sind, schliessen wir unsere Besprechung. Mit Spannung sehen wir der zweiten Hälfte von Gagliardis Escherbiographie entgegen.

Zürich. **Hans Schneider.**

Comité international de la Croix Rouge. L'agence internationale des prisonniers de guerre. Genève 1914—1918. — Album établi sous la direction d'Etienne Clouzot, archiviste paléographe, avec la collaboration de K. de Watteville. Préface d'Alfred Gautier. Photographies de Fréd. Boissonnas. Genève. Sadag, 1919, 122 p. in 4°.

Ce superbe album est un exemple excellent d'une histoire racontée par l'image. L'histoire est celle de l'agence des prisonniers créée et dirigée à Genève par le Comité international de la Croix Rouge. L'image consiste en une illustration strictement documentaire; le personnel et les divers services de l'Agence y apparaissent dans l'exercice de leurs fonctions, occupés aux besognes qui durant plus de quatres années ont produit de si bienfaisants résultats; la reproduction très soignée des documents de cette activité, (listes de prisonniers, lettres, fiches-demandes, fiches-renseignements, fiches de régiment, actes de décès, fiches d'enquête, etc.) enseigne par elle même, et par de courtes notices explicatives, tout le mécanisme de l'institution. L'historien tirera de cet ouvrage un double enseignement. Il verra d'abord toute la part que l'on peut tirer de photographies de documents choisies et habilement commentées, et comment, par ce moyen, un recueil de ce genre remplace avantageusement l'exposé didactique toujours compliqué à écrire et difficile a saisir. Il se rendra compte, ensuite, de la valeur du travail accompli dans les douze services de recherches, par l'application des méthodes critiques, la mise en œuvre de moyens multiples d'investigation et l'observation de règles strictes, en matiére de classement, dans le maniement des fiches, dans la collation et l'établissement des textes.

La démonstration qu'apporte M. Etienne Clouzot, par ce livre qui lui fait le plus grand honneur, est, qu'à l'Agence des prisonniers, l'érudition à été réellement mise au service de l'humanité.

Genève. **P. E. M.**

Richtigstellung.

Der Verfasser der in Nr. 1 (S. 40—51) dieser Zeitschrift besprochenen Schrift «Geschichte des Chorstifts St. Pelagius zu Bischofszell im Mittelalter» ist dem Rezensenten für mehrere Berichtigungen und Ergänzungen zu lebhaftem Dank verpflichtet. Hingegen glaubt er mit Nachdruck darauf hinweisen zu müssen, dass die Schrift im Vorwort ausdrücklich als der erste Teil der Arbeit bezeichnet worden ist. (Leider unterblieb versehentlich ein bezüglicher Vermerk auf dem Titelblatt). Da der Rezensent den erwähnten, für die Beurteilung der Schrift wesentlichen Umstand ganz ausser acht liess und die Schrift als eine abgeschlossene Gesamtbearbeitung der Quellen betrachtete, musste er selbstredend zur Konstatierung zahlreicher Lücken und Mängel gelangen. Der zweite, druckfertig vorliegende Teil der Arbeit enthält die vom Rezensenten ausgesprochenen Desiderata mit einer einzigen Ausnahme: von der ursprünglich beabsichtigten Veröffentlichung der Stiftsstatuten aus dem Mittelalter ist infolge des nunmehr gesicherten raschen Fortschreitens in der Herausgabe des Thurgauischen Urkundenbuches Umgang genommen worden. Der zweite Teil erscheint in einem der nächsten Hefte der «Schriften des Vereins für Geschichte des Bodensees und seiner Umgebung».

Frauenfeld. Albert Scheiwiler.